



**LE « NATIONALISME CIVIQUE » ECOSSAIS,
MIROIR DES DERIVES DU NATIONALISME ANGLAIS**

Par Nathanaël Uhl, chercheur associé à
l'Association culturelle Joseph-Jacquemotte

Mai 2018

11.200 signes

Le Scottish National Party (SNP – Parti national écossais) au pouvoir en Ecosse croit toujours à l'indépendance. Le premier référendum, dont la tenue a été validée par le parlement britannique en 2014, a donné une majorité claire à l'union avec les autres composantes du Royaume-Uni.

Avec une participation de près de 85%, le « non » à l'indépendance l'a emporté avec 55,3% des suffrages. Pour autant, les nationalistes écossais se questionnent toujours sur l'opportunité d'organiser une seconde consultation, notamment en raison du changement provoqué par le Brexit.

Brexit

Les Ecosseis ont en effet plébiscité le maintien dans l'Union européenne par 62% contre 38 qui ont choisi la voie de la sortie. Forte de ce nouvelle donne, Nicola Sturgeon, leader du SNP et première ministre de l'Ecosse, attend l'automne et les conclusions des négociations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne pour prendre une décision sur la tenue d'un second référendum sur l'indépendance. Mais, du côté des ténors du parti nationaliste, peu songent qu'il ne se tiendra pas si le Brexit va jusqu'au bout. La princesse de fer de l'Ecosse l'avait envisagé fermement dès le 13 mars 2017¹.

De son côté, Theresa May, chef du gouvernement britannique, a déjà annoncé qu'elle ne donnera pas son feu vert à l'organisation du scrutin référendaire. Or, aux termes des lois de *devolution* (la décentralisation version britannique) adoptées en 1999 sous le gouvernement du travailliste Tony Blair, un vote favorable de la chambre des Communes est indispensable pour que le référendum sur l'indépendance de l'Ecosse ait lieu de manière valide. Si le SNP décidait de ne pas tenir compte de cette position, il ouvrirait une crise constitutionnelle et prendrait le risque d'une situation « à la catalane », d'affrontement avec le pouvoir central.

Incertitude

Il n'est pas sûr que les électeurs suivent le parti nationaliste dans cette démarche. Le SNP, qui avait raflé 56 des 59 sièges lors des élections générales de 2015, a connu un net recul lors du scrutin parlementaire de juin 2017. Il a perdu 19 circonscriptions. Et nombreux ont été ceux qui ont fait le lien entre ce qu'il faut bien appeler une défaite électorale et l'annonce d'un possible second référendum sur l'indépendance. Les Conservateurs écossais, qui ont gagné 12 membres du parlement en juin 2017, ont mené une campagne aux accents très unionistes. Et le Labour party, dont l'Ecosse fut longtemps un fief, a retrouvé, également, des couleurs en taclant le SNP sur sa politique économique et sociale.

Positionné comme un parti de centre-gauche, progressiste, les « Nats », comme on les appelle en Grande-Bretagne, ne constituent pas un parti nationaliste comme les autres. Le nationalisme écossais, dans son expression politique majoritaire, se présente comme un

¹¹ Nathanaël Uhl, *Ecosse : Nicola Sturgeon se lance dans une course d'obstacle vers un référendum sur l'indépendance* in Grey Britain, le 13 mars 2017, consulté le 21 avril 2018

« *nationalisme civique* », en opposition au nationalisme ethnique majoritaire sur le continent. Il se veut ouvert et inclusif, dessinant une adhésion au projet national écossais sur la base de la volonté et de la résidence. C'est ce qu'analyse l'historien de l'Ecosse, Sir Tom Devine :

« Le nationalisme écossais est distinctif dans un contexte européen. En France, en Allemagne et en Scandinavie, le nationalisme droitier du sang et du sol constitue l'expression nationaliste dominante. Il est, en général, racialement exclusif, bruyamment opposé à l'immigration et situe ceux nés dans le pays dans une position de supériorité par rapport à tous les autres citoyens.² »

Stephen Daisley, journaliste et essayiste, peu connu pour ses sympathies envers les nationalistes écossais, a approfondi l'approche en ces termes : « *Pour le SNP, l'identité relève d'un choix plus que d'un accident de naissance. Elle procède d'un dialogue intérieur entre des personnes qui se trouvent vivre en Ecosse et l'Ecosse dans laquelle ils se trouvent. Si on réduit cela à sa plus simple expression, UKIP veut que moins de personnes soient anglaises pendant que le SNP souhaite que davantage d'individus deviennent écossais.³ »*

Confirmant l'approche de Tom Devine, dans ses publications, le SNP déclare :

« L'identité nationale et culturelle de l'Écosse est définie par notre sentiment d'appartenance, notre sens d'histoire et notre sens de soi. Elle est définie par ce que signifie d'être écossais ; de vivre dans une Écosse moderne dans un monde moderne ; d'avoir une affinité avec l'Écosse; et de pouvoir participer à la société écossaise. »

Au pouvoir

La politique du gouvernement écossais dirigé par le SNP depuis 2007 permet de corroborer cette déclaration de principes. Loin de rejeter l'immigration, le cabinet de Nicola Sturgeon en est un chaud partisan. A l'opposé des positions de principaux partis nationalistes européens, à l'exception de la Catalogne, les « Nats » sont farouchement pro-européens.

² Sir Tom Devine: *Why Scottish nationalism differs from Europe's xenophobic movements*, in The Herald of Scotland, 12 mai 2017, consulté le 23 avril 2018 (Toutes les traductions par l'auteur)

³ Stephen Daisley, *What is Scottish nationalism, what is it not, what could it be?*, STV, 12 juin 2015, consulté le 25 avril 2018

Mais ils en ont aussi une vision économique et utilitariste. D'ailleurs, c'est la présence continue de l'Ecosse dans le « *plus grand marché unique de la planète* », selon les propos de la première ministre écossaise, qui est présentée comme l'argument principal pour justifier une nouvelle consultation après le référendum de septembre 2014 ⁴.

Revenant sur le contenu politique de la campagne en faveur de l'indépendance en 2014, il faut remarquer que le SNP l'a menée, essentiellement, sur des questions économiques. Aujourd'hui encore, le parti dans son ensemble, estime que ce sont ces données qui permettront à l'Ecosse de devenir indépendante. Leader adjointe du groupe SNP au parlement britannique, Kirsty Blackman, reconnaît que son parti n'a pas réussi à rendre l'idée d'une Ecosse indépendante « *pertinente* » pour les électeurs : « *Nous devons parler des avantages économiques liés à l'indépendance - parce que je crois qu'il y en a beaucoup - et comment cela aurait un impact sur la vie quotidienne des gens ; de la manière dont l'indépendance améliorerait leurs vies.* ⁵ »

L'organisation politique nationaliste écossaise majoritaire ne développe pas de récit collectif centré sur l'histoire, les héros et les spécificités écossaises. Le SNP ne commémore pas les grandes batailles qui ont marqué, jusqu'au 17^e siècle, les relations avec le puissant voisin anglais. Autre indice : les dirigeants nationalistes écossais n'utilisent pas le gaélique pour s'exprimer, contrairement à leurs homologues gallois.

Union récente

Plus récente que l'union entre l'Angleterre et le Pays-de-Galles, celle entre l'Ecosse et son voisin méridional procède d'un compromis politique entre les dirigeants nationaux respectifs après un siècle qui voyait le roi d'Angleterre être aussi souverain de l'Ecosse, à titre personnel, les deux parlements continuant à coexister. Le traité d'Union de 1707 a été signé pour des raisons religieuses (conserver une succession protestante) et économiques (assurer à l'Écosse l'accès au marché et aux colonies de l'Angleterre, après des « *années maigres* » ⁶). Il

⁴ Nathanaël Uhl, *Après le Brexit, l'Ecosse fait monter la pression pour rester membre de l'Union européenne*, in Grey Britain le 27 juin 2016, consulté le 22 avril 2018

⁵ *The SNP needs to make Scottish independence 'relevant' to voters, says party's Westminster deputy*, in Business Insider, 5 février 2018, consulté le 22 avril 2018

⁶ Autour de 1690, les mauvaises récoltes lors des « sept mauvaises années » provoquèrent de sérieuses famines et une dépopulation. Le protectionnisme anglais tenait les négociants écossais à l'écart des nouvelles colonies, et la

reposait sur une fusion des Parlements anglais et écossais pour former le Parlement britannique. Les Écossais ont pu négocier avec les Anglais et obtenir des avantages substantiels : la protection du statut de leur Église établie (l'Église d'Écosse), le maintien de leurs propres systèmes éducatif et judiciaire), la soumission aux mêmes règles économiques et fiscales que les Anglais. En échange, les Anglais se sont assurés de l'exclusion des catholiques de la Succession. Les conditions particulières de cette union, et l'inclusion rapide de la notabilité écossaise dans l'establishment britannique, ont participé de l'intégration des Écossais au Royaume-Uni, même si une partie des classes sociales les moins aisées, notamment les paysans des Highlands, ont pu le payer au prix fort.

C'est peut-être d'ailleurs du côté des classes populaires que se cachent les failles du « nationalisme civique » qu'entend incarner le SNP. Même si Sir Tom Devine le réfute⁷, il demeure un fond d'anglophobie parmi les nationalistes écossais, fond nourri de la mémoire des vexations, brutalités et exactions commises par les « *vestes rouges* » (surnom donné aux soldats anglais opérant en Écosse au 17^e et au 18^e siècle) notamment pendant les guerres dites « jacobites ». Et si le SNP aime décrire l'Écosse comme le pays le plus égalitaire (« *fairer Scotland* »), un havre de tolérance, c'est bien par rapport à l'Angleterre, qui reste le miroir face auquel l'identité écossaise se définit.

« Pour valoriser l'Écosse, pour la présenter comme une sorte d'utopie progressiste, les nationalistes doivent souligner la différence entre l'Écosse et notre voisin du sud. C'est ce qui permet à l'Écosse de tenir l'Angleterre pour responsable de tous les torts de l'expansion impériale en niant l'héritage colonial de ce pays », souligne la féministe Claire Heuchan dans une tribune publiée par le quotidien de centre-gauche *The Guardian*⁸.

politique étrangère anglaise interrompt le commerce avec la France. En conséquence, beaucoup d'Écossais émigrèrent en Ulster. (Source : Wikipédia, article sur le Royaume d'Écosse)

⁷ Sir Tom Devine, op. cit

⁸ Claire Heuchan, *The parallels between Scottish nationalism and racism are clear*, in *The Guardian*, le 27 février 2017, consulté le 15 avril 2018